

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 23/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEMMAPI

2 rue de Roye
BP20119
60200 Compiègne

Références : IC-R/280/25-MV/VM
Code AIOT : 0005101472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement SEMMAPI implanté rue du port 60700 Pont-Sainte-Maxence. L'inspection a été annoncée le 23/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a porté sur les suites de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMMAPI
- rue du port 60700 Pont-Sainte-Maxence
- Code AIOT : 0005101472

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SEMMAP de Pont-Sainte-Maxence est un silo de report. Il réceptionne majoritairement des céréales (blé, orge, colza) en provenance d'autres silos de proximité. L'activité exercée sur le site consiste principalement à stocker des grains de céréales pour le compte des coopératives Agora, UCAC et Valfrance.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
3	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans objet
4	extracteurs d'air	Arrêté Préfectoral du 07/04/2011, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 août 2024. Ce dernier peut donc être abrogé.

L'inspection a relevé une seule observation pour laquelle il est demandé à l'exploitant de penser à bien remplir sa fiche récapitulative de suivi des extracteurs avec l'ensemble des informations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : La société SEMMAP exploitant des installations de stockage de céréales sise rue du Port Fluvial à Pont Sainte Maxence (60700), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé en mettant en place un plan de formation formalisé pour les risques particuliers liés à l'activité de l'établissement (reprenant clairement le contenu des formations, la périodicité de renouvellement, et permettant des extractions pour le personnel travaillant sur site)
Constats :

L'exploitant a transmis par courrier en date du 15 octobre 2024 la procédure de gestion des formations qu'il a mis en place. A l'arrivée d'une nouvelle personne sur le site une identification des besoins en formation est effectuée (en suivant le passeport des formations). Concernant les risques silos, l'exploitant a défini les formations suivantes:

- La maîtrise des risques en silo, (périodicité de renouvellement de 5 ans);
- Le plan de prévention (périodicité de renouvellement de 5 ans);
- Manipulation des extincteurs (périodicité de renouvellement de 2 ans);
- ATEX (périodicité de renouvellement de 3 ans);
- Travail en hauteur/port du harnais (périodicité de renouvellement de 5 ans);
- Aptitude à la conduite en sécurité engin de manutention catégorie F (périodicité de renouvellement de 5 ans).
- Risque électrique (périodicité de renouvellement de 3 ans)

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection une extraction des formations suivies par rapport à l'activité silo pour ses 4 employés travaillant sur le site. Pour ces 4 personnes, toutes les formations sont à jour et respectent la périodicité définie par l'exploitant.

L'exploitant respecte donc les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 août 2024 et ce dernier peut être abrogé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

(...)

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

Constats :

Le dernier rapport électrique réalisé par SOCOTEC date du 17 mars 2025. La liste récapitulative des observations relatives aux non conformités constatées fait apparaître 14 observations nouvelles (aucune n'est récurrente de l'année précédente). Pour le suivi de ces observations l'exploitant a présenté un compte rendu d'intervention de la société INEO du 20 mai 2025

<p>indiquant que les travaux ont concerné toutes les réserves (sauf deux remarques qui seront corrigées lors du nettoyage du poste ht par une autre société).</p> <p>L'exploitant a également transmis un compte rendu de vérification périodique Q18 du 19 mars 2025 portant sur le stockage de céréales et sur la maison locaux sociaux de SEMMAP. Ce dernier indique que la vérification a consisté en une vérification complète des installations électriques et que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a porté sur la vérification de la présence de raccords d'inertage sur les cellules béton fermés. Il a bien été constaté la présence de raccords d'inertage sur les cellules rondes ainsi que sur les as de carreaux. Ces raccords sont peints en rouge et se trouvent au niveau des conduites de ventilation dans la galerie sous cellules.</p> <p>L'exploitant a présenté une consigne d'intervention en cas de sinistre qui mentionne les contacts des sociétés livrant de l'azote en cas de nécessité d'intervention (localisation Creil pour Praxair et Lille pour Air Liquide).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : extracteurs d'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, extracteurs d'air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage ne sont pas situés à la verticale des cellules de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ils sont à axes déportés de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule. - ou sont équipés d'écrous freins s'ils sont à l'intérieur des cellules. <p>Dans ce cas, ils sont ATEX et font l'objet :</p>

- d'un contrôle électrique annuel selon l'article 9 de l'arrêté ministériel modifié du 29 mars 2004 ;
- d'un entretien annuel ;
- d'un nettoyage à minima bi-annuel (avant et après la campagne) et autant de fois que nécessaire ;

L'exploitant tient à jour un carnet spécifique aux extracteurs. Ce carnet recense les extracteurs du site, cellule par cellule, leur positionnement, avec la date de mise en service de chaque moteur, les dates d'entretien, les dates de nettoyage, la conformité ATEX et les éventuelles défaillances.

En cas de remplacement, les moteurs nouvellement installés sont à axes déportés à l'extérieur des gaines et des cellules.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les silos A et B ne disposaient pas d'extracteurs d'airs et qu'ils sont simplement équipés de champignons de ventilation non motorisés en toiture. Le silo C (silo béton cathédrale) est lui équipé d'extracteurs d'air en haut des futs cylindriques et des as de carreaux. Ils sont tous à axes déportés et ceux des futs cylindriques ont tous été remplacés en mars 2023. L'exploitant tient à jour une fiche de suivi des extracteurs dans laquelle il reprend pour chacune des cellules le positionnement de l'extracteur, sa date de mise en service, la date d'entretien, la date de nettoyage, la conformité ATEX et les éventuelles défaillances. Cette fiche est globalement renseignée (date du dernier nettoyage du 17 juin 2025) mais quelques éléments comme la date de l'entretien sont à préciser (même si l'inspection a pu constater que la dernière visite prédictive date du 26 novembre 2024).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation: Penser à bien remplir la fiche récapitulative de suivi des extracteurs avec l'ensemble des informations.

Type de suites proposées : Sans suite